

## Gouvernance environnementale

Cartographie participative des ressources

Usage coutumier durable

Planification de la gestion du territoire

Institutions communautaires

Moyens de subsistance durables

**Conservation fondée sur les droits**

Instances internationales

Convention sur la diversité biologique (CDB)

UICN

Mécanisme de Whakatane

Convention du Patrimoine Mondial

## Le peuple Karen expulsé de force du Parc National Kaeng Krachan en Thaïlande

31 Janvier, 2012

Au mois de janvier, des organisations de peuples autochtones ont envoyé **une lettre au Premier Ministre de la Thaïlande**, Yingluck Shinawatra, lui demandant de prendre des mesures immédiates afin de résoudre le problème des expulsions forcées du peuple Karen de son territoire ancestral au nord-ouest de la Thaïlande, qui chevauche désormais partiellement le Parc National Kaeng Krachan.

Selon les sources qui se sont rendues dans le Parc National Kaeng Krachan et qui ont recueilli des informations, le harcèlement des villageois Karen dure depuis déjà longtemps. La situation s'est aggravée en mai, juin et juillet 2011, lorsque les maisons et les réserves de riz des villageois ont été brûlées en grand nombre, et que de l'argent, des bijoux, et du matériel pour la pêche et l'agriculture ont été volés par un groupe composé de gardiens du Parc National et de forces militaires. En conséquence, certains villageois ont quitté le village pour aller s'installer chez des membres de leur famille, et plusieurs d'entre eux (70 personnes environ seraient concernées) se cachent dans la forêt, sans abri et sans nourriture en suffisance, par crainte de rencontrer des fonctionnaires gouvernementaux.

Cette action de force présumée du Parc National constitue à plusieurs titres une violation des droits humains de la communauté autochtone affectée, et a soulevé de graves inquiétudes puisqu'elle a comporté entre autres des arrestations illégales, des intimidations et l'utilisation de la force. Cette action est contraire à la Constitution thaïlandaise (2007), à la résolution du Gouvernement thaïlandais adoptée le 3 août 2010 sur les politiques concernant le rétablissement des pratiques et moyens de subsistance traditionnels du peuple Karen, au droit international des droits humains, ainsi qu'à la Convention des Nations Unies sur la diversité biologique (CDB) et à la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones (UNDRIP).

La lettre au Premier Ministre thaïlandais est signée par le Forum international des peuples autochtones sur la biodiversité (IIFB), un réseau d'organisations représentant des peuples autochtones et des communautés locales du monde entier, qui travaillent à la mise en œuvre de la Convention des Nations Unies sur la diversité biologique. La lettre est soutenue par 48 autres organisations, et appelle le Premier ministre thaïlandais à prendre des mesures visant entre autres à :

1. mettre un terme de toute urgence à toutes les menaces, harcèlements, arrestations et toute autre forme de violation des droits humains à l'égard des villageois dans le Parc national ;
2. enquêter de façon effective sur les actions du personnel et des autorités du Parc National Kaeng Krachan et de toute autre personne impliquée dans les actes de violence présumés, afin que leurs auteurs soient poursuivis en justice ;
3. respecter et mettre en œuvre la résolution du Gouvernement thaïlandais sur les politiques concernant le rétablissement des pratiques et moyens de subsistance traditionnels du peuple Karen ;

## PARTENAIRES

Inter Mountain Peoples Education and Culture in Thailand Association (IMPECT)  
International Indigenous Forum on Biodiversity (IIFB)

## AXES D'INTERVENTION

Convention sur la diversité biologique (CDB)  
Droits à la terre et aux ressources naturelles  
Droits sociaux, économiques et culturels  
Droits civils et politiques  
Conservation fondée sur les droits

## LIENS PERTINENTS

"Where the law of the jungle rules. Indigenous Karen forest dwellers suffer violent eviction despite their constitutional right to stay in their ancestral land"

"Royal vouchers for 103-year-old Karen"

4. mettre en œuvre de façon effective les dispositions de la CDB relatives aux aires protégées et aux peuples autochtones, et les obligations de la Thaïlande conformément au droit international des droits humains en matière de droits des peuples autochtones.

Les organisations autochtones ont recommandé que cette question soit examinée à travers l'établissement d'un comité (ou autre mécanisme approprié) par le Gouvernement, avec la participation active des peuples autochtones et des communautés locales, visant à étudier et à mettre en œuvre les actions recommandées dans la lettre.

Pour voir des photos et plus d'informations sur cet article (en anglais seulement) sur le site web du *Bangkok Post*, veuillez visiter:

*"Where the law of the jungle rules. Indigenous Karen forest dwellers suffer violent eviction despite their constitutional right to stay in their ancestral land"*  
:

<http://www.bangkokpost.com/print/259158/>

*"Royal vouches for 103-year-old Karen"* :

<http://www.bangkokpost.com/print/254877/>

Pour lire la Déclaration du peuple Karen (en anglais seulement), août 2011, veuillez voir :

<http://www.forestpeoples.org/sites/fpp/files/publication/2011/10/statement-knce-and-alliances-t1.pdf>

Español English 

FIRST PUBLISHED IN THE ENEWSLETTER

Bulletin d'information FPP Février 2012